

GAZA D'ABORD ?



Avner Shimoni, maire du conseil régional de Goush Katif: «Nous ne partirons pas d'ici. Notre combat se déroule dans le cadre du débat démocratique et je suis opposé à toute forme de violence, mais je n'exclus pas des actions de désobéissances civiles pacifiques».

Par Roland S. Süßmann

Il faut absolument sortir de Gaza», «d'ici septembre 2005, il n'y aura plus de présence juive dans la bande de Gaza». Ce type de slogans et de nombreux autres reviennent quotidiennement dans toutes les déclarations politiques et les conversations, depuis qu'Ariel Sharon a annoncé son intention d'opérer un retrait unilatéral de Goush Katif, cette minuscule zone de terrain située sur la côte méditerranéenne de la bande de

Gaza. Il serait également question d'expulser de leurs foyers, manu militari si nécessaire, les Juifs qui vivent à Goush Katif.

Sur place, le discours est aussi modéré que déterminé. Toutefois, il ne faut pas oublier que le mouvement de peuplement des terres juives de Judée-Samarie-Gaza (YESHA) a des capacités d'organisation remarquables. Ariel Sharon a connu une première défaite dans le cadre du référendum au sein du Likoud, et ce uniquement en raison d'une action politique extrêmement bien menée par le



L'agriculture sous toutes ses formes constitue l'une des principales sources de revenus des habitants de Goush Katif. Ces pousses seront à maturité dans deux ans, soit un an après l'expulsion prévue des Juifs de Gaza... Cette serre délivre environ 700'000 fleurs par an à travers tout Israël.

leadership de YESHA. Celui-ci dispose d'une grande motivation, d'une idéologie inébranlable, d'une persuasion religieuse fortement ancrée, du soutien de sa population et de la force des faibles mis au ban de la société. Ces éléments servent à tout mettre en œuvre afin de maintenir chaque parcelle d'Éretz Israël. Conjuguées correctement, ces énergies feront probablement échouer l'idée du retrait unilatéral. Non seulement le discours est modéré, mais les plans d'action de désobéissance civile le sont aussi, tout est entrepris afin d'éviter la violence et pour que ce différend se règle d'une manière démocratique, dans l'arène de la Knesset. Mais qui sont ces hommes et ces femmes qui font de Goush Katif un succès et qui, d'une certaine manière, sont aujourd'hui menés à l'échafaud pour la cause d'une paix ou d'une période de calme hypothétique ?

D'un point de vue purement statistique, la région compte aujourd'hui environ 8'000 habitants, dont une grande majorité d'enfants. Sur le plan de la qualité humaine des habitants de Goush Katif à proprement parler, un certain nombre de constatations s'imposent. Tout d'abord, la présence juive sur ces terres a toujours été en tête du combat de la gauche pour marginaliser et frapper d'ostracisme les Juifs vivant en Judée-Samarie-Gaza. Montrés du doigt comme «obstacles à la paix», les habitants

juifs de ce que la gauche appelle «les territoires occupés» détiendraient la panacée universelle pour amener la paix au Moyen-Orient et dans le monde. Celle-ci se résume en deux idées simples: une fois que les Juifs auront quitté les lieux et détruit toutes les infrastructures, les Arabes si «dociles» seront amadoués et voudront vivre en paix pour toujours avec Israël. Le fait qu'une telle démarche, qui dénie le libre choix de résidence aux Juifs dans leur propre pays, puisse au contraire encourager le terrorisme, n'est simplement pas pris en considération. La réalité veut que ceux qui sont vus par la gauche israélienne, par une certaine presse internationale et dans de nombreuses chancelleries comme «obstacles à la paix», sont en réalité les véritables pionniers du sionisme de notre temps. Il s'agit d'un groupe de Juifs courageux, qui ont su faire abstraction de toutes les attaques pernicieuses dont ils sont victimes et qui, depuis des années, jour après jour, paient le prix fort pour vivre dans des régions reculées et difficiles d'accès uniquement pour assurer une présence juive sur ces terres et participer à l'effort sécuritaire d'Israël. La population de Goush Katif ne fait pas exception et malgré le nouveau plan de désengagement, sa détermination est inébranlable, voire renforcée. Il faut bien comprendre que ce n'est pas une idée politique, dont la réalisation sur un plan purement technique



Sarah Namir, épouse du Dr Soddy Namir, vit à Goush Katif depuis 16 ans. Son discours est très simple: «Nous sommes ici par la volonté de l'Éternel, nous avons une mission et un travail à accomplir, ce que nous faisons jour après jour. Les grandes idées politiques ne nous concernent pas. Nous sommes ici pour y rester. Si en définitive nous devons partir, c'est parce que notre génération n'aura pas eu le mérite de maintenir ses terres. Plus tard, une autre génération nous remplacera».

semble des plus compromises et dont il n'est même pas certain que le Premier ministre lui-même en soit convaincu, qui pourra remettre en question la vaillance, la résolution et l'opiniâtreté des habitants de cette magnifique et minuscule bande de terre méditerranéenne. Il faut se souvenir de ce que ces hommes et ces femmes endurent depuis septembre 2000, soit depuis la reprise des agressions de l'OLP d'Arafat: plus de 4'000 roquettes militaires ou de type artisanal sont tombées sur leurs logements, jardins, écoles et jardins d'enfants, auxquelles s'ajoutent un nombre incalculable d'agressions à la mitrailleuse, de jets de pierres, à l'arme blanche, d'infiltrations et d'attaques terroristes souvent accompagnées de prises d'otages, qui se terminent dans le sang et l'assassinat de but en blanc de femmes et d'enfants, etc., etc.

Afin de mieux comprendre dans quel esprit les habitants de Goush Katif font face à la menace d'expulsion qui les guette, nous nous sommes rendus sur place et avons rencontré des responsables et des habitants qui nous ont tous communiqué le même message: «nous ne partirons pas d'ici». A ce stade, il est impossible de dire s'il s'agit là d'une formule vide, d'une forme politisée d'autosuggestion selon la méthode d'Émile Coué, ou de l'ex-

pression d'une forte détermination. Nous avons rencontré le maire du district de Goush Katif, **AVNER SHIMONI**, qui nous a expliqué dans quel esprit il compte combattre la décision gouvernementale de retrait unilatéral et de démolition totale de sa région.

Aujourd'hui, vous vous trouvez dans une position assez difficile à assumer puisque vous êtes dans l'obligation de combattre une décision gouvernementale et ce tout en restant dans la légalité la plus totale. Comment vous y prenez-vous?

Avant de répondre à cette question précise, je voudrais rappeler que depuis quatre ans, nous sommes sur le front de la guerre que les Arabes mènent contre Israël. Pendant cette période, notre population a été victime de milliers d'obus et de toutes sortes d'attaques sanglantes et mortelles qui n'ont épargné ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards. Il faut bien comprendre que certaines de nos habitations ne se trouvent qu'à 50 mètres de Khan Younis, l'une des grandes agglomérations de la bande de Gaza sous administration arabe. N'importe qui peut installer une roquette artisanale dans son jardin ou sur le toit de sa maison et tirer



entendre après la manifestation de masse que nous avons organisée fin juillet 2004 et qui était constituée d'une chaîne humaine de 150'000 personnes sur une distance de 80 km, soit de Nitsanit à Jérusalem. Nous sommes donc confrontés à un énorme défi qui est de convaincre l'opinion publique israélienne. Celle-ci est nourrie depuis des années, et en particulier depuis six mois, de la rengaine suivante: «il faut sortir de Gaza». Or lorsque l'on pose la question à la plupart des Israéliens, il s'avère qu'ils ne connaissent pas la réalité sur le terrain, ils croient que nous sommes au total «trois Juifs installés dans deux caravanes avec un chien galeux». Quant à la fameuse mantra disant «il faut sortir de Gaza», je rappellerai ici que nous sommes déjà sortis de Gaza au cours des années 1994-95 dans le cadre de l'application des Accords d'Oslo. Notre district ne se trouve pas dans une région peuplée d'Arabes et le plan du Premier ministre n'a donc aucune raison d'être. J'ajouterais que sur un plan légal, nous nous sommes installés ici suite à une décision du gouvernement israélien et que nous n'avons rien volé à personne. De plus, il n'est absolument pas acceptable que, pour des raisons purement politiciennes, un gouvernement décide de nous déplacer comme des pions, que ce soit de manière unilatérale ou dans le cadre d'un accord négocié.

dans notre direction. Depuis que le mur de séparation existe, nous subissons moins d'infiltrations, et c'est pourquoi les tirs de roquettes se sont tellement multipliés. Quand je dis que nous sommes sur la ligne de front, j'affirme ceci parce que l'expérience des dernières années a démontré que ce qui arrive chez nous se produit inéluctablement tout d'abord en Judée-Samarie puis dans le reste du pays. Ce n'est qu'une question de temps. Ce qui est frappant, c'est le fait qu'au cours de ces quatre dernières années si difficiles, aucune famille n'a quitté notre région pour des raisons sécuritaires. Les quelques déménagements qui ont eu lieu étaient motivés par des raisons d'ordre économique ou professionnel. Malgré ces défections, nous avons connu une augmentation constante de la population, et au cours des quatre années écoulées, celle-ci a augmenté de 13%.

Malheureusement, depuis six mois, nous devons dévouer une grande partie de notre énergie pour faire face aux conséquences de la décision gouvernementale de nous expulser de Gush Katif. Je ne vous cache pas que nous sommes confrontés à de très nombreuses difficultés, à commencer par l'arrêt total de l'aide gouvernementale à la construction. Sur le plan de l'action politique, nous avons connu un grand succès avec le vote au sein du Likoud, où le plan d'évacuation unilatérale a été massivement rejeté. Cette victoire n'a pas été gagnée en un tour de main, mais en nous rendant de maison en maison pour expliquer aux électeurs l'enjeu et les dangers de ce plan. Il est vrai que cette victoire n'a pas fait changer d'avis Ariel Sharon, tout comme il n'a d'ailleurs rien voulu



Ces quatre dernières années, plus de quatre mille obus arabes ont été tirés sur les habitants de Gush Katif, sans parler des attaques sanglantes et des prises d'otages. Rien n'a ébranlé leur détermination et pratiquement personne n'a quitté les lieux.



La barrière de séparation, dont la construction fait couler tellement d'encre en Judée-Samarie, constitue une réalité bien établie dans la bande de Gaza. A ce jour, elle a permis de sauver des milliers de vies juives.

Fondamentalement, tout le monde comprend votre position et votre refus d'être évacués pour de bonnes comme pour de mauvaises raisons. Mais pratiquement, comme vous l'avez évoqué, à ce jour aucune forme de refus, y compris le référendum au sein du Likoud, n'a fait changer la position du gouvernement. La question qui se pose donc est de savoir jusqu'à quel point vous êtes disposés à vous battre. En clair: allez-vous oui ou non inciter la population locale à prendre les armes contre les forces de l'ordre légitimes?

Tout d'abord je dois vous dire que pour l'instant, il n'y a qu'un seul homme qui soit véritablement voué corps et âme au programme de retrait unilatéral, c'est Ariel Sharon. Même les ministres qui, au sein du gouvernement ont voté pour ce programme, ne l'ont pas fait de gaieté de cœur. Je pense et j'espère que le jour où Ariel Sharon quittera ses fonctions, il sera remplacé par un ministre de droite qui mettra un terme à cette idée, du moins en ce qui concerne le retrait unilatéral. Quant à un retrait dans le cadre d'un accord, l'expérience nous a démontré que jusqu'à présent, les Arabes n'ont jamais tenu leurs engagements... ce qui, d'une certaine manière, est encourageant. A mon avis, la bataille finale sur cette question ne se jouera que sur le terrain politique, ce qui est déjà le cas aujourd'hui, et nous n'arriverons pas au

stade de la confrontation physique. A ce jour, 95% de nos habitants désirent rester ici et je ne juge pas ceux qui sont tentés de partir. Cela étant, je dis clairement à ma population de ne pas quitter les lieux, que l'armée d'Israël est faite pour combattre nos ennemis et non nos concitoyens. Pendant la Shoa, en Hongrie, mes parents ont été expulsés de leur domicile mais moi, personne ne m'expulsera. J'ajouterai encore un autre point très important: le parlement israélien n'a encore pris aucune décision au sujet de notre expulsion. Or pour que l'armée puisse agir contre nous, il faudrait au moins que ce programme soit transformé en loi. J'irai plus loin en disant que si la décision de la Knesset passe avec une majorité de huit voix, en fait celles des députés arabes, elle ne sera pas acceptable pour la population et ne pourra être appliquée ni sur le plan moral ni sur le plan légal.

En admettant que tel soit le cas et qu'en définitive il n'y ait pas de retrait, pourquoi êtes-vous si fortement engagés contre ce programme?

Il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'un précédent extrêmement dangereux. En effet, de la manière dont il est présenté aujourd'hui, on pourrait croire que le retrait ne concerne que notre district de Gush Katif et qu'après notre évacuation, toute forme d'expulsion de Juifs sera stoppée. Mais tel



Dès son plus jeune âge, la jeunesse de Goush Katif est formée pour sauver des vies. Cette jeune fille de 19 ans a plus de cinq ans d'expérience et a le titre de cheffe-sauveteur.

n'est pas le cas. En regardant la carte, vous constaterez que le nord de la région de Goush Katif n'est peuplé que de trois villages juifs et qu'il n'y a aucun village arabe. Cette démarche a pour but de créer un précédent: si Israël évacue des Juifs le long de la frontière d'avant 1967 à Gaza, ceci ouvrira la voie à des concessions d'une toute autre nature et bien plus importantes, tout d'abord en Judée-Samarie puis, quelques années plus tard, en Galilée, où nous serons contraints de nous retirer sur les frontières de 1948, sans parler de Jérusalem.

En conclusion, je dirai que le plan de retrait unilatéral n'est pas seulement dangereux pour nous qui vivons ici à Goush Katif, mais pour l'ensemble de la population israélienne, et je mettrai tout en œuvre afin qu'il ne soit pas réalisé. Je suis totalement opposé à l'utilisation de la violence civile contre les forces de l'ordre gouvernementales, mais je suis persuadé que nous n'arriverons pas à ce stade de confrontation et qu'en définitive, ce plan sera relégué aux oubliettes, malheureusement au prix de beaucoup de difficultés et de souffrances inutiles.

HISTORIQUE ET RÉALITÉS

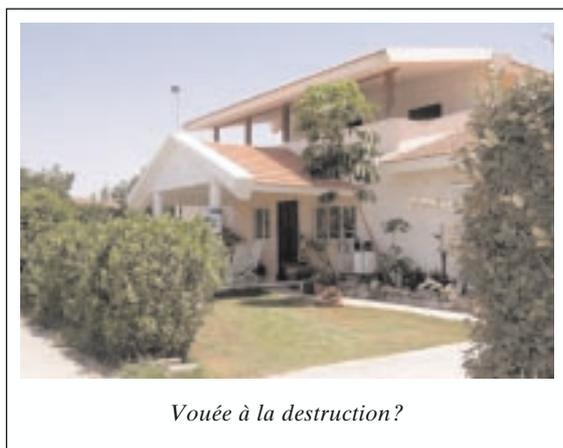
De tout temps, le peuple juif a entretenu une relation profonde avec la région de Gaza. Tout d'a-

bord, cette terre fait partie de la région d'Israël qui a été donnée à la tribu de Juda. On y retrouve les traces des plus importantes personnalités de la Bible telles Abraham, Isaac et Samson, pour ne nommer que les plus connues. Les Hasmonéens, quant à eux, avaient fondé un quartier juif très important dans la ville de Gaza et pendant toute la période de l'existence du Deuxième Temple, la vie juive y était vibrante et florissante. De nombreuses découvertes archéologiques prouvent l'étendue d'une présence juive plusieurs fois millénaire sur ces terres disputées. Au moment de l'expulsion des Juifs d'Espagne, de nombreux réfugiés sont venus s'installer à Gaza, où un grand nombre de Juifs influents avaient construit des résidences de vacances. Il est donc raisonnable d'affirmer que des Juifs ont vécu à Gaza pendant pratiquement 2500 ans et ce jusqu'en 1929, date de leur expulsion de la ville, et jusqu'en 1948, lorsqu'ils ont dû quitter Kfar Darom. Quelque temps après la Guerre des Six Jours, le gouvernement israélien travailliste a pris l'initiative de raviver les anciennes localités juives de Goush Katif, où une jeune communauté juive s'est établie progressivement. Malgré d'énormes difficultés, ces hommes et ces femmes étaient déterminés à transformer cette large étendue de sable en une source d'abondance agricole et en un jardin florissant. D'ailleurs, en hébreu, le mot «katif» signifie «récolte». De 1948 à 1967, les Arabes ont laissé à l'abandon ces terres



Le Dr Soddy Namir est traumatologue de métier. Au cours des quatre dernières années, il a vu un grand nombre de ses amis blessés ou mourir suite à des attaques arabes. Parallèlement, ses interventions rapides et efficaces ont permis de sauver de nombreuses vies.

connues pour leur fertilité si bien que lorsque les Juifs s'y sont réinstallés, ils n'ont trouvé qu'un désert vide et désolé. Aujourd'hui, les techniques utilisées et partiellement inventées par les agriculteurs de Goush Katif sont parmi les plus avancées au monde. On y trouve une large variété de serres, de pépinières, de plantations d'épices et de légumes, en particulier de tomates, la fameuse «tomate cerise» dont 75% de la production mondiale proviennent de Goush Katif. A cela s'ajoute un important cheptel bovin également élevé selon des techniques modernes et innovatrices. Sur le plan géographique, il faut simplement se souvenir que cette région est à quelques encablures d'Ashkelon et de Beer Sheva, où certains de ses enfants vont à l'école. Quant au système éducatif local, il comprend des pouponnières, des jardins d'enfants, toutes les classes jusqu'à la maturité, un certain nombre d'institutions académiques pour former



Vouée à la destruction?

des enseignants, une grande yeshivah, des centres d'études, etc. A cela s'ajoute le fait qu'à ce jour, plus de 500 jeunes originaires de tous les coins d'Israël poursuivent leurs études dans les différentes institutions éducatives de Goush Katif. Certains de ces établissements combinent études et armée, dans l'élite des unités de combat.

SAUVER DES VIES

L'action extraordinaire de l'armée israélienne dans la lutte contre le terrorisme sert d'exemple à travers le monde entier. Malgré tous les efforts déployés, Tsahal ne peut pas être présente partout en même temps. C'est uniquement pour cette raison que la municipalité de Goush Katif a créé un groupe de volontaires qui travaille en coopération directe avec l'armée, dont le but est de renforcer la protection des citoyens israéliens vivant dans ce district. Sous la direction d'AMI, cette organisation a de multiples fonctions: sauvetage des blessés, mise en place d'installations sécuritaires, construction de certaines barrières de protection, etc. Sa devise est: «Sauver des vies à chaque

endroit, sur chaque chemin, à n'importe quel prix et sans condition». En raison de leur mobilité, ses secouristes arrivent en général sur les lieux d'attentats ou d'autres formes d'attaques arabes bien avant l'armée et entreprennent toutes les démarches nécessaires afin de sauver des vies ou combattre les agresseurs. Cette petite unité indépendante est divisée en vingt-cinq centres de sécurité et compte une quinzaine d'employés fixes qui dirigent environ deux cents volontaires. Elle dispose de onze ambulances, dont quatre sont blindées, ainsi que d'une vingtaine de véhicules servant au transport de la population, la plupart également blindés. Il n'est pas rare que les hommes d'Ami sauvent aussi des soldats. En fait, ils interviennent dans les premières vingt minutes après le drame, qui correspondent au laps de temps nécessaire à l'armée pour arriver sur les lieux. Le financement des activités de ce groupe est partiellement pris en charge par le gouvernement, mais les besoins sont nettement plus élevés que les sommes allouées ou recueillies auprès des habitants de Goush Katif, qui participent directement. Dans une brève conversation à bâtons rompus, nous avons demandé à Ami la question que tout le monde se pose: «Vous disposez d'un armement important. En cas d'une évacuation forcée, comptez-vous le retourner contre l'armée d'Israël?» La réponse d'Ami est simple: «Avant tout, il faut se livrer à un petit calcul. Pour déloger les habitants d'une seule maison à Yitzhar, l'armée et la police ont mobilisé 1600 hommes. Nous avons ici deux mille maisons, toutes habitées par des personnes déterminées à rester dans leurs foyers. Mais je suis persuadé que nous n'atteindrons pas ce stade et que l'opinion publique et le leadership politique arriveront à la conclusion que ce plan n'est pas viable. Pendant ce temps, nous continuons à faire notre devoir ici, dans notre environnement et pour le bien de nos concitoyens.» Le groupe que dirige Ami organise régulièrement des cours de formation pour les jeunes dès l'âge de 14 ans afin qu'ils soient à même d'intervenir efficacement pour sauver des vies juives.

(Reportage photos: Bethsabée Süßmann)